



Communiqué de presse  
6 novembre 2015

## **Maintien de l'Académie de Limoges : le Gouvernement renie ses engagements !**

La communication du Gouvernement en Conseil des ministres le 31 juillet dernier semblait avoir acté, certes en termes parfois bien évasifs, le maintien de l'ensemble des académies dont celle de Limoges.

Il revient aujourd'hui sur cet engagement avec la présentation, mercredi 4 novembre en Comité Technique Ministériel de l'Éducation nationale (CTM), d'un projet de décret relatif à l'organisation et à la coordination interacadémique.

Ce projet remet en cause l'organisation en académie de l'Éducation nationale en instituant des régions académiques, ayant pour périmètre les nouvelles régions, et des circonscriptions académiques, ayant le périmètre des académies actuelles lorsqu'une région comporte plusieurs académies. Ainsi l'académie de Limoges (comme celle de Poitiers) deviendrait une circonscription académique de la région académique dont le Recteur serait celui de Bordeaux.

Ce projet dépasse largement le cadre d'adaptation à la nouvelle carte des régions et au renforcement de certaines de leurs compétences. Il affirme le pouvoir et les prérogatives des régions académiques et de leurs Recteurs de région au détriment des actuelles circonscriptions académiques, reprenant ainsi une logique de fusion que le gouvernement affirmait avoir écartée. Loin de consolider l'organisation des services déconcentrés (rectorats, inspections d'académie), il ouvre au contraire toutes les possibilités à des mutualisations hasardeuses, sans cadre national, et qui concourraient, non pas à renforcer la proximité, mais au contraire à la mettre en cause. Cela, particulièrement dans le contexte d'insuffisance de créations d'emplois dans les services que nous connaissons ! En l'état, tout est possible y compris la suppression de l'académie de Limoges, vidée de fait de ses prérogatives. C'est inacceptable !

Ce projet a recueilli un avis négatif du CTM, aucun vote ne s'étant exprimé en faveur de ce texte. La Ministre et le Gouvernement doivent donc retirer ce projet.

La FSU s'adresse aux élus et appelle les personnels à se mobiliser à nouveau pour le maintien de l'académie de Limoges et de son rectorat de plein exercice.